

À la une

Constitutionnalité de l'incrimination de « revenge porn »

note par François-Xavier ROUX-DEMARE
sous Cons. const., QPC, 30 sept. 2021

Alors que la rédaction du délit de diffusion de paroles ou d'images à caractère sexuel a suscité des critiques dès son introduction dans le Code pénal en 2016, le Conseil constitutionnel déclare sa constitutionnalité par une décision critiquable.



© yournameonstones_AdobeStock

Doctrine

De l'intelligence à la responsabilité artificielle, s'agissant des véhicules autonomes

étude par Emmanuel DREYER

Technique

L'obligation de communiquer le moyen relevé d'office dans la jurisprudence du Conseil d'État

étude par Marc HEINIS

Jurisprudence

Chronique de jurisprudence du Tribunal des conflits et du Conseil d'État : le contentieux du monde judiciaire

par Olivier FUCHS

Gazette Spécialisée

DROIT DU TRAVAIL
ET DE LA PROTECTION SOCIALE

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

• Alain SAURET

Président du conseil scientifique de FIDERE Avocats

• Alexis BUGADA

Professeur à l'université d'Aix-Marseille

• Geoffroy DE RAINCOURT

Avocat au barreau de Paris, associé gérant, FIDERE Avocats

AVEC LA PARTICIPATION DE

Abdenbi ALLOUCH, Olivier ANDRÉ, Mélanie ATINDÉHOU-LAPORTE, Denys BRUNEL, Salira HARIR, Pierre LE COHU, Géraud MÉGRET, Delphine RONET-YAGUE, Vincent ROULET, Sophie SERENO, Christine SIHARATH et Caroline VANULS





“ Le droit des sûretés par excellence ”

À jour de l'ordonnance du 15 septembre 2021

Disponible
sur



www.lgdj.fr

Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

P-DG, Directeur de la publication : Bruno Vergé
Directrice générale déléguée : Emmanuelle Filiberti
Présidente du Conseil scientifique :
Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie
Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach
Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck
et Samuel Seroc
Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville
Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :

Tél. : 01 40 93 40 00
Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :

Tél. : 01 40 93 40 40
Courriel : abonnements@lextenso.fr

Publicité : benoit.favre@lextenso.fr

Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2021

* Prix TTC au n° : 15,32 €

+ frais de port

* Abonnement France (un an) :

Journal seul : 525,82 € TTC

Recueils + table seuls : 505,40 € TTC

Journal, recueil + table : 699,39 €

* Abonnement étranger (un an) :

Journal seul : 589 €

Journal, recueil + table : 795 €

Internet : gazette-du-palais.fr

Twitter : @gazpal

Commission paritaire n° 0523 T 83097

ISSN 0242-6331

Dépôt légal à parution

Imprimé par Duplprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,

53101 Mayenne CEDEX

sur des papiers produits aux Pays-Bas (couverture, 0% de fibres

recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),

issus de forêts gérées durablement ;

impact gaz à effet de serre

pour un exemplaire : 199 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :

Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,
sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par
courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr
et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas
de page et espaces compris). Nous vous remercions
par ailleurs d'indiquer vos coordonnées complètes
ainsi que vos titres ou fonctions professionnels.
La rédaction n'est pas responsable des manuscrits
communiqués.

La Gazette du Palais se réfère de la manière suivante :
Gaz. Pal. 3 janv. 2021, n° 257k3, p. 27

Actualité

- Soutien aux avocats afghans : quelques avancées pour le CCBE
et le CNB 5
- Bâtonnat de Paris : Olivier Cousi a passé le bâton à Julie Couturier
et Vincent Nioré 7
- Naissance de l'Institut des études et de la recherche sur le droit
et la justice 8
- « La spécialisation en procédure d'appel ne doit pas rester
en circuit fermé »
entretien avec Arnaud GUYONNET 11

Doctrine

- De l'intelligence à la responsabilité artificielle, s'agissant
des véhicules autonomes
étude par Emmanuel DREYER 13

Technique

- L'obligation de communiquer le moyen relevé d'office
dans la jurisprudence du Conseil d'État
étude par Marc HEINIS 18

Jurisprudence

- Constitutionnalité de l'incrimination de « revenge porn »
note par François-Xavier ROUX-DEMARE sous Cons. const., QPC, 30 sept. 2021 22
- La géolocalisation sur autorisation du parquet déclarée
constitutionnelle !
note par Philippe COLLET sous Cons. const., QPC, 23 sept. 2021 25
- Chronique de jurisprudence du Tribunal des conflits et du Conseil
d'État : le contentieux du monde judiciaire
par Olivier FUCHS 28
- Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation
par Catherine BERLAUD 32
- Panorama de jurisprudence du Conseil d'État
par Nathalie FINCK et Samuel SEROC 37
- Panorama de jurisprudence de la Cour européenne des droits
de l'Homme
par Catherine BERLAUD 40

Gazette Spécialisée

DROIT DU TRAVAIL ET DE LA PROTECTION SOCIALE 41

Sous la responsabilité scientifique de

Alain SAURET, Alexis BUGADA et Geoffroy DE RAINCOURT